



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

11/06/2026

Forages en Guyane : le colonialisme des bons sentiments

La proposition de loi visant à lever, dans les territoires d'outre-mer, l'interdiction de recherche, d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures, décidée en 2017, dans le cadre de la loi Hulot^[1], a été examinée ce mercredi 3 juin en commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale. Déposé au Sénat le 3 décembre 2025, puis adopté par les sénateurs le 29 janvier, le texte est porté à l'Assemblée par le député guyanais Jean-Victor Castor.

Les députés de Guyane Davy Rimane et Jean-Victor Castor, siègent tous deux dans le groupe GDR (Gauche Démocrate et Républicaine)^[2]. Jean-Victor Castor est un militant anticolonialiste convaincu.

Le texte rejeté en commission au nom de l'écologie par les bien-pensants

La proposition ne comporte qu'un seul article, dérogeant, pour les ultramarins, à la loi Hulot. En commission des affaires économiques, les groupes LFI et Écologiste ont déposé des amendements de suppression de cet article unique. Soutenus notamment par les socialistes et les macronistes, ils ont été adoptés par 28 voix contre 18. Conséquence : la proposition de loi a été rejetée par la commission, empêchant son examen immédiat par l'Assemblée. Toutefois, elle sera tout de même examinée le 11 juin, dans le cadre de la niche parlementaire du groupe GDR.

Les opposants à la discussion de la proposition ont utilisé deux arguments, le fait que les forages précédents n'aient jamais rien donné et, surtout, la sacro-sainte écologie, avec toute la panoplie, réchauffement climatique, défense de la planète et tutti quanti.

Pour EELV, le texte « *présente des risques environnementaux majeurs, marquerait une régression importante dans les politiques françaises d'atténuation du changement climatique et ne représente pas une réponse, ni de court terme, ni de long terme, aux problèmes rencontrés dans les outre-mer* », pour LFI, il s'agit d'un mirage, car l'industrie fossile bouleverse souvent les sociétés plus qu'elle ne les développe harmonieusement. Enfin, le représentant du parti socialiste a défendu la loi Hulot et déclaré doctement : « *Pour gagner le combat contre le dérèglement climatique, tous les gisements fossiles ne doivent pas être exploités* ».

La colère des députés de Guyane

Les deux députés ont publié un communiqué commun s'indignant. Ils y déclarent : « *Le cœur de la gauche est populaire, soutenir les plus précaires est son leitmotiv par conséquent, les votes à 28 contre 18 pour les amendements de suppression de l'article premier sont un choc [...] Ce choc des mentalités, ce choc d'une bien-pensance de gauche rejointe par les macronistes acte clairement notre rupture avec la gauche. [...] les masques qui ne tenaient déjà pas très bien face aux problématiques ultramarines tombent pour de bon. Ce débat ne peut pas être confisqué par une lecture dogmatique et hors sol. Nous parlons de souveraineté, de développement, de dignité et de capacité pour la Guyane de sortir de la situation dans laquelle elle est maintenue.* ».

Jean-Victor Castor a ajouté : « *La transition écologique est une nécessité, mais elle ne peut être pensée sans les populations concernées. Elle ne peut se construire au prix du maintien de la pauvreté, du retard d'équipement ou du renoncement au développement* ». Il dénonce aussi une contradiction ; la France interdit aux Guyanais « *même la connaissance de leur sous-sol* », tout en continuant à importer massivement des hydrocarbures et en laissant TotalEnergies développer des projets pétroliers et gaziers au Guyana, au Suriname ou encore dans le canal du Mozambique. Et de poursuivre : « *La France a importé en 2024 près de 58 milliards d'hydrocarbures [...]. Les recettes fiscales, les investissements et les retombées économiques se développent ailleurs, tandis que nos territoires continuent d'accumuler les retards de développement.* ».

L'ambiguïté du PCF

Le quotidien *L'Humanité* relate les événements d'une manière quelque peu gênée. Cet extrait dit tout de l'ambiguïté du propos du journaliste « *Le député Davy Rimane, membre du groupe GDR, a déposé avec son collègue Jean-Victor Castor une proposition de loi pour relancer l'exploitation pétrolière en Guyane. Cette industrie joue un rôle majeur dans le réchauffement climatique.* ». Afin de parachever l'ouvrage, voici un second extrait : « *Les opposants au texte lui reprochent, a contrario, d'organiser une régression de la politique environnementale sur ces territoires. Par ailleurs, un premier permis d'exploitation délivré à TotalEnergies avait expiré, en 2019, après sept ans passés à forer au large de la Guyane, sans obtenir de résultats concernant des gisements exploitables de pétrole.* ».

Quant au président du groupe GDR, le député PCF de Saint-Denis, Stéphane Peu, il soutient ses collègues comme la corde soutient le pendu. Il commence par : « *on a accepté que la loi soit portée dans notre niche, au nom des équilibres du groupe et de notre engagement envers l'idée d'autodétermination des Guyanais. L'exploitation du pétrole est quelque chose que tous les élus guyanais réclament.* ». Mais ensuite, le journal nous disant, contrairement aux autres groupes de gauche, les députés PCF s'abstiendront pour l'essentiel, lors du vote du texte. Et Stéphane Peu justifie en disant que les communistes ne « *pensent pas acceptable de revenir sur les engagements de la France en matière de réduction des énergies fossiles ou dans l'Accord de Paris* ».

Une vision coloniale

Ainsi toute la gauche, y compris, même à un degré moindre, le PCF, pensent donc, comme un seul homme qu'il leur est licite de décider à la place des Guyanais de ce qui est bon pour eux. Il existe bien sûr dans ces positions, un esprit donneur de leçon, et surtout du mépris de classe, ce n'est pas rare pour les tenants de l'écologie, l'acharnement des EELV et macronistes sur les ZFE en est un autre exemple.

Mais, s'agissant des peuples colonisés, nous avons une dimension supplémentaire. Il s'agit, bien sûr de positions colonialistes, tenues par des gens, qui par ailleurs, sont souvent critiques de la colonisation, soutiennent les historiens petits-bourgeois réclamant une autre lecture de la colonisation que celle voulue par les réactionnaires. Pour autant, ils adhèrent, le voulant ou non à la « mission civilisatrice » de la colonisation. On ne peut caractériser autrement le fait de décider ce qui est bien pour la Guyane en prenant le rebours de l'avis des colonisés. Les mêmes soutiennent la Palestine, mais savent mieux que les Palestiniens comment et avec qui résister, de préférence, sans armes et sans le Hamas. Les mêmes, encore, après l'agression impérialiste contre l'Iran, mettent sur le même plan les agresseurs impérialistes et leur prolongement sioniste et les agressés en brocardant avec mépris le « régime des mollahs » ou en proclamant « ni Trump, ni mollahs ».

Dans cette vision où l'Occident, fût-ce sa frange « progressiste », continue de savoir mieux que les colonisés ce qu'ils doivent faire, nous ne sommes pas loin de la colonisation qui civilise, ce que Rudyard Kipling appelait : « le fardeau de l'homme blanc ».

La gauche et la colonisation

Concernant le Parti Révolutionnaire Communistes, ces positions colonialistes ne sont pas étonnantes. Nous écrivons régulièrement sur le poids du phénomène colonial, dans notre pays, expliquant en très grande partie le nombre insuffisant des gens qui luttent, en France, en faveur de la libération de la Palestine, et l'absence des syndicats dans ce combat.

Que l'écologie politique soit le prétexte à cette « bien pensante coloniale » n'est pas non plus étonnant. C'est un courant malthusien destiné à gommer la lutte des classes, à culpabiliser les travailleurs afin de mieux absoudre le système capitaliste de ses responsabilités environnementales. Et c'est un concept occidental, dans lequel des tenants des « Lumières » de Voltaire, au nom de leur propre culpabilisation (l'impérialisme occidental est également dominant en matière de pollution depuis le début du capitalisme) décident de culpabiliser les autres peuples, permettant de perpétuer leur domination.

Le Parti Révolutionnaire Communistes combat et combattra toujours l'idéologie colonialiste, même affublée de « bons sentiments ».

^[1] Votée le 30 décembre 2017, cette loi porte l'interdiction de la recherche d'hydrocarbures sur le sol français.

^[2] Le groupe GDR comprend les 8 députés du PCF ; Emmanuel Maurel, qui quitta le parti socialiste en 2018 et anime la « Gauche Républicaine et Socialiste » ; 2 députés de la Guyane, Jean-Victor Castor, membre du Mouvement de Décolonisation et d'Émancipation Sociale et Davy Rimane, divers gauche ; 3 députés de la Réunion, Emelin K/Midi, du parti Le Progrès, dissidence du PS, Karine Lebon et Frédéric Maillot du PLR (Pour La Réunion), scission droitiste du Parti Communiste Réunionnais et principal parti de gauche de l'île ; 1 député

de la Martinique, Marcellin Nadeau du parti de gauche Péyi-A, à noter que l'autre député de ce parti, Jean-Philippe Nilor, siège dans le groupe LFI ; 1 députée de la Polynésie française, Mereana Reid Arbelot du parti indépendantiste Tavini ; et 1 député de la Kanaky, Emmanuel Tjibaou, du FLNKS.